

Rencontre transfrontalière *Patrimoines partagés*

Saint-Laurent-du-Maroni, 16/18 septembre 2011

Bilan



Annexes jointes au bilan :

- 1 : programme de la rencontre
- 2 : liste des participants effectifs à la rencontre
- 3 : synthèse de l'atelier 2
- 4 : synthèse de l'atelier 4
- 5 : synthèse des conclusions du directeur régional des affaires culturelles
- 6 : bilan média

Préambule

Le présent bilan est destiné aux partenaires techniques et financiers du projet *Musées d'Amazonie en réseau*. Il vise principalement à tirer les leçons de cette première et difficile rencontre transfrontalière organisée dans le cadre du projet, et ce afin de faire mieux lors de la prochaine manifestation programmée en avril 2012 à Saint-Georges-de-l'Oyapock...

CONTEXTE, PARTENAIRES, COUT GLOBAL DE L'OPERATION

Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre du programme de coopération *Musées d'Amazonie en réseau*, porté par le Museu Paraense Emilio Goeldi (Belém), le Stichting Surinaams Museum (Paramaribo) et le Musée des cultures guyanaises (Cayenne). Le programme est financé par le Fonds de coopération régionale, la Direction des affaires culturelles de la Guyane, le dispositif européen LEADER – programme FEADER et la Région Guyane.

Intégrée dans le programme des *Journées européennes du patrimoine*, la rencontre *Patrimoines partagés* de Saint-Laurent-du-Maroni a rassemblé quatre-vingt acteurs et représentants culturels de Guyane, du Suriname, du Brésil et du Guyana pour une journée d'échanges sur l'identification, la préservation et la transmission du patrimoine culturel. Elle a bénéficié d'un important soutien logistique et technique de la Mairie de Saint-Laurent-du-Maroni et de l'appui du Ministère de la Culture du Suriname, de l'Ambassade de France au Suriname et au Guyana, du Consulat honoraire de France à Macapá et du Parc amazonien de Guyane.

Le coût global d'organisation de la rencontre transfrontalière s'élève à 15 666,45 €. Les dépenses ont été réparties entre le MCG (11 588,45 €) et la Mairie de Saint-Laurent (4 078 € pour la communication générale, les deux cocktails, les boissons chaudes et l'eau).

ORGANISATION

Un programme trop dense

La rencontre a été précédée d'un cocktail d'ouverture dans les salons de la mairie, le vendredi 16 septembre, puis d'une représentation théâtrale proposée par la compagnie KS&Co.

Après un petit-déjeuner pris en commun au camp de la Transportation, la matinée du 17 septembre a été consacrée aux échanges au sein de quatre ateliers de trois heures portant sur les thématiques suivantes :

- art et artisanat,
- musées,
- patrimoine immatériel,
- archéologie, histoire et valorisation des sites.

Ces échanges ont fait l'objet de restitutions publiques dans l'après-midi, puis d'une synthèse générale prononcée par M. Michel Colardelle, Directeur des affaires culturelles de la Guyane.

En soirée, les participants ont été conviés au vernissage de l'exposition Marcel Pinas.

La plupart des invités ont quitté Saint-Laurent le dimanche 18 septembre au matin.

Peu de respirations, donc, dans un programme qui s'est avéré très lourd, trop sans doute. Les invités surinamais et brésiliens ont notamment regretté de n'avoir guère eu le temps de visiter la ville, et dès l'après-midi de samedi, tous manifestaient une réelle fatigue.

Notons que les deux soirées ont été occupées par les manifestations officielles liées aux Journées du patrimoine (ouverture de la rencontre, vernissage d'une exposition). Aucun dîner n'avait donc été prévu ; et si certains participants se sont retrouvés en ville pour dîner, d'autres n'ont pas bien su comment organiser le reste de leur soirée.

Sélection des thèmes des ateliers et des participants

La liste des thèmes abordés en atelier et des participants a été discutée individuellement avec nos collègues brésiliens et surinamais, ainsi qu'avec la plupart des membres du comité de pilotage constitué pour l'occasion. Ce comité n'a toutefois pu être réuni en amont de la rencontre. Une concertation collective aurait sans nul doute permis d'affiner les orientations de chaque atelier (dont les thèmes se sont avérés trop généraux) et de débattre du choix des modérateurs et participants.

Nous retiendrons néanmoins la très forte participation, qui n'a compté que cinq défaillances de dernière minute. Quarante personnes ont ainsi été réunies, d'horizons géographiques et culturels très divers :

- Cinquante-deux représentants et acteurs culturels ont directement participé aux échanges : 5 représentants brésiliens de Macapa, Belém et Oiapoque ; 14 représentants surinamais (Paramaribo, Pikin Slee, Moengo, Galibi et Albina) ; 1 représentant guyanien et 32 représentants de la Guyane (Saint-Laurent, Cayenne, Macouria, Mana, Awala-Yalimapo, Grand Santi et Maripa-Soula).
- Cinq personnes ont suivi les échanges de la matinée sans y participer directement, et quelques autres se sont jointes à la restitution publique de l'après-midi.
- Neuf personnes ont été mobilisées pour assurer l'interprétariat dans les langues suivantes : portugais du Brésil, néerlandais, anglais, kali'na, nengée et saamaka, sranan tongo, wayana-apalai.
- Huit jeunes ont accompagné l'ensemble de la manifestation : quatre élèves de 2^e année de BTS Tourisme (Kourou) et quatre jeunes d'Awala-Yalimapo qui participeront prochainement à un chantier d'insertion « patrimoine » porté par leur commune de résidence.
- Enfin, huit personnes composaient l'équipe d'organisation : agents du Service patrimoine de Saint-Laurent et du Musée des cultures guyanaises.

Nous retiendrons également la grande diversité culturelle de l'assemblée qui, suivant le principe même du programme de coopération, n'a pas simplement réuni des gestionnaires de la culture et du patrimoine mais également des artisans, plasticiens, musiciens, représentants associatifs,... On a ainsi pu mesurer la grande richesse d'échanges croisés, mais aussi la grande difficulté à « mettre en musique » une telle rencontre. Les temps de parole n'ont pas été bien répartis dans tous les ateliers, et certains participants n'ont pris que très peu part aux échanges, ne possédant pas la même aisance orale qu'un universitaire ou un plasticien habitué à s'exprimer sur son travail. La question des langues et de leur traduction a elle aussi constitué un sérieux frein à la prise de parole de participants (cf. point suivant).

Enfin, plusieurs groupes culturels n'ont pas été représentés lors de cette rencontre : malgré l'aide de l'Organisation des Kali'na et Lokono du Bas-Maroni (KLIM) et de l'Association des leaders amérindiens du Suriname (VIDS), nous ne sommes parvenus à mobiliser aucun représentant wayana du Suriname, aucun représentant tiryo du Brésil ou du Suriname, ni aucun représentant paamaka. Nous regrettons également la trop faible représentation des communautés lokono et aluku de l'ouest guyanais : plusieurs invitations ont été lancées, mais seuls Mme Brigitte Wyngaarde et M. Joseph Ateni ont pu se rendre disponibles.

Les langues parlées

Il était inenvisageable, pour une telle rencontre, d'imposer des échanges dans les langues nationales (français, portugais et néerlandais). Pour des raisons pratiques d'abord, nombre de participants ne s'exprimant que difficilement dans ces trois langues, mais également d'un point de vue strictement déontologique : nous ne pouvons en effet pas clamer d'un côté notre volonté de prendre en compte la parole des « communautés d'origine », et de l'autre refuser à leurs représentants de s'exprimer dans leur langue maternelle. Mais ce choix fut aussi une contrainte lourde, et le bilan n'est pas satisfaisant.

Les interprètes, dont la plupart étaient bénévoles, ont presque tous rencontré de réelles difficultés, principalement liées au vocabulaire spécialisé (métiers de l'art, de la conservation et de la transmission), difficile à traduire dans des langues de tradition orale. Certains, peut-être intimidés par l'ampleur de leur tâche, peinaient à traduire l'ensemble des propos. Et tous ont manifesté une grande fatigue qui a parfois conduit certains groupes à rechercher d'autres voies de traduction : dans l'atelier « patrimoine immatériel », un représentant apalai du Brésil s'est d'abord exprimé en portugais pour être traduit en français, puis en sranan ; à l'issue de l'atelier, il s'est exprimé directement dans sa langue maternelle, un participant wayana de Guyane se chargeant de la traduction vers le français, traduction elle-même relayée en sranan.

Ces nombreux allers et retours sont fastidieux mais incontournables dans de telles réunions. Il faudra néanmoins veiller à les rendre plus fluides lors de la prochaine rencontre : dans la mesure du possible, nous ferons ainsi appel de préférence à des interprètes professionnels (et donc rétribués), et leur organiserons des temps de pause, voire des relais, pour leur éviter de trop longues sessions de traduction.

Les ateliers : des résultats mitigés

Atelier 1/ art et artisanat. 14 participants surinamais et guyanais, s'exprimant en français, néerlandais, nengee et saamaka. Atelier animé par Patrick Lacaisse (Mana) et Laddy van Putten (Paramaribo).

Les participants à cet atelier étaient bien trop nombreux ; un premier tour de table a permis à chacun de s'exprimer, mais une fois les présentations achevées (et traduites dans chaque langue), il n'est plus resté qu'une heure pour échanger.

Spécialiste des questions relatives à la propriété intellectuelle, Alexis Tiouka a vivement regretté que la discussion ne s'appuie pas sur les bases juridiques et techniques déjà établies dans ce domaine. Dans le domaine législatif, une discussion aurait également pu s'amorcer sur les différences constatées entre nos trois pays, en matière de protection des auteurs et de leur production. Il aurait notamment été intéressant de convier un spécialiste brésilien ou surinamais de cette question.

Quelques pistes ont toutefois été ébauchées, portant sur l'identification et la garantie d'authenticité des productions artisanales, la fidélisation des acheteurs, la nécessité d'un

perpétuel renouvellement des productions qui peut, dans certains cas, apparaître comme un moteur contre la copie ou le piratage.

Atelier 2/ musées. 12 participants surinamais, guyanais, brésiliens et guyanien, s'exprimant en français, néerlandais, portugais du Brésil, anglais et wayana. Atelier animé par Lucia Hussak van Velthem (Brasilia) et Félix Tiouka (Awala-Yalimapo).

Cet atelier est sans doute celui qui a le mieux « fonctionné ». Les échanges ont été riches, parfois même assez vifs. Les participants se sont concentrés sur les moyens, les pistes à développer pour la mise en œuvre de réelles collaborations entre « communautés d'origine » et gestionnaires de fonds patrimoniaux. La présence d'un conservateur guyanien a été très appréciée.

Atelier 3/ patrimoine immatériel. 16 participants surinamais, guyanais et brésilien s'exprimant en français, néerlandais et wayana. Atelier animé par Apollinaire Anakesa (Cayenne) et Franck Compper (Saint-Laurent).

Là encore, le nombre trop élevé de participants a été un sérieux handicap pour la bonne marche des échanges, dans un temps aussi bref. Beaucoup ont regretté que l'atelier ne puisse être prolongé pour approfondir le sujet.

Si le thème central est resté la nécessité et les modalités de la transmission, une des conclusions les plus fortes est la difficulté concrète de financer les projets : monter et suivre les dossiers de demande de financement sont souvent des difficultés ressenties comme insurmontables.

Des échanges se sont également tenus sur des thèmes plus abstraits : par exemple, l'important est-il qu'un objet soit transmis ou l'important est-il dans l'échange de transmission lui-même ? Dans quelle(s) langue(s) se réalise la transmission ? Comment valoriser la participation active, conjointe de plusieurs générations ? En quoi, parfois, sentons-nous qu'un acte de transmission nous rend plus vivant ?

Atelier 4/ archéologie, histoire et valorisation des sites. 10 participants surinamais, guyanais et brésilien, s'exprimant en français, néerlandais et saamaka. Atelier animé par Nathalie Cazelles (Cayenne) et Claude Coutet (Cayenne).

La grande hétérogénéité des profils des participants a été particulièrement notable dans cet atelier qui, animé par deux archéologues, a sans doute été trop « technique » pour les quelques participants non francophones ou très éloignés de la discipline.

Deux points ont néanmoins pu être abordés : les moyens de mise en valeur du patrimoine archéologique ; la nécessaire conciliation des lectures scientifiques et « locales » des sites.

La difficile restitution des échanges

Dans l'après-midi, les modérateurs de chacun des ateliers se sont succédé à la tribune pour tenter une restitution des échanges de la matinée. Exercice de haute voltige, car il ne leur avait été laissé qu'un temps de préparation très limité (l'heure du déjeuner...). Certains ont choisi d'extraire quelques verbatim, le récit d'expériences ; d'autres sont parvenus à tirer un bilan, adossé à des propositions aussi concrètes que possible.

Michel Colardelle a conclu la journée en revenant sur quelques points saillants des échanges : le sentiment partagé d'une perte accélérée des traditions culturelles et des traces du passé ; les questions posées par le désintérêt croissant des jeunes à l'égard de ces traditions ; la place assignée aux institutions patrimoniales dans l'identification et la

valorisation de patrimoines communautaires et les questions tant morales que juridiques qui devront être débattues pour faire du patrimoine un élément constructeur d'une identité « ouverte, évolutive, visant au respect mutuel ».

LES SUITES DE LA RENCONTRE

Diffusion

Une équipe technique avait été dépêchée par l'UAG pour assurer la captation vidéo de l'ensemble des débats. Ces enregistrements, aujourd'hui archivés au musée, seront prochainement accessibles sur la bibliothèque numérique *Manioc* et seront également disponibles sur le site *Musées d'Amazonie en réseau*, à l'issue du projet.

Echanges

La liste des coordonnées complètes de tous les participants à la rencontre leur a été transmise quelques jours après la manifestation, et plusieurs d'entre eux ont poursuivi leurs échanges. Depuis Moengo, Mme Tresna PINAS tente aujourd'hui de nouer des liens avec des groupes de danse de Guyane ; en octobre, les représentants du musée de Pikin Slee ont convié tous les participants à l'inauguration officielle de leur structure ; et les représentants wayana du Brésil et de Guyane envisagent de se rendre mutuellement visite au cours des prochains mois.

Rencontre de Saint-Georges

L'organisation de la rencontre de Saint-Georges-de-l'Oyapock est lancée, avec la tenue dès décembre prochain d'une première réunion de concertation avec tous les partenaires espérés de la manifestation : Mairie de Saint-Georges, Direction des affaires culturelles de la Guyane, Ecomusée de Régina, Groupes d'action locale de l'Est et du Sud (programme FEADER), Parc amazonien de Guyane, CADEG (UAG), *UPS Oyapock, un fleuve en partage*.

Cette rencontre se tiendra en avril 2012, et plusieurs améliorations seront proposées :

- constituer trois ateliers thématiques, chacun comprenant dix participants maximum, modérateurs inclus.
- augmenter d'une demi-journée la durée de la rencontre, pour permettre d'aller plus loin dans les échanges en atelier : deux sessions en atelier le samedi, une restitution des échanges le dimanche matin ;
- tous les déjeuners et dîners seront pris en commun, pour favoriser les discussions en « off » ;
- faire appel à des interprètes professionnels ;
- impliquer en amont l'Université des Antilles-Guyane, afin d'organiser avec elle le déplacement d'étudiants à Saint-Georges.

CONCLUSION

Comme toute « première », cette rencontre a concentré nombre de défauts, pour une équipe de projet réduite et fragilisée par la récente démission de sa coordinatrice (juin 2011). Une belle complémentarité a malgré tout été trouvée entre le musée et la Mairie de Saint-Laurent, une manifestation hors les murs et de cette envergure étant inenvisageable sans l'adhésion et la forte implication d'une équipe locale.

Soulignons enfin que nombre de participants ont beaucoup apprécié le fait de pouvoir rencontrer des gens d'horizons géographiques et culturels différents, et qu'une telle expérience reste rare en Guyane. Un colloque réunit habituellement des pairs qui parlent un langage commun (qu'il soit disciplinaire ou thématique) ; la rencontre de Saint-Laurent visait avant tout à proposer une autre forme d'échanges, nettement plus difficiles à organiser dès lors qu'ils engagent aussi la parole de celles et ceux qui « font la culture ». Dans leurs langues, avec leurs mots et leurs silences.

Nous nous attacherons donc à poursuivre dans cette direction...

ANNEXE 1 : EXTRAITS DU PROGRAMME DE LA RENCONTRE

VENDREDI 16 SEPTEMBRE

- ✓ 15-17h : accueil des participants
- ✓ 18h : ouverture de la rencontre, Mairie de Saint-Laurent-du-Maroni.
Allocutions du Maire, du Directeur régional des affaires culturelles, de la présidente du Musée des cultures guyanaises, des directeurs du Museu Paraense Emilio Goeldi et du Surinaams Museum.
- ✓ 20h : représentation de *Koudip* par la compagnie KS&Co, Case Théâtre du camp de la Transportation

SAMEDI 17 SEPTEMBRE, AU CAMP DE LA TRANSPORTATION

- ✓ 7h30-9h : petit déjeuner
- ✓ 9-12h et 10h-13h : ateliers
- ✓ 12-14h : déjeuner
- ✓ 14h30-16h45 : restitution publique des ateliers et échanges avec le public
- ✓ 16h45-17h30 : synthèse générale par Michel Colardelle
- ✓ 19h : vernissage des expositions Marcel Pinas et Philippe Ferrant

DIMANCHE 18 SEPTEMBRE

- ✓ 7h30-9h : petit déjeuner, puis départ des participants

Atelier 1/ Art et artisanat : authenticité, propriété intellectuelle. Salle anthropométrique, 9h – 12h

Le thème de cet atelier trouve son origine dans les propos de Magda Adjasio : dans son atelier de Paramaribo, cette styliste saamaka crée depuis une quinzaine d'années des *pangi* dont elle retrouve de (mauvaises) copies sur les marchés du Guyana et de Sainte-Lucie.

De son côté, le Musée des cultures guyanaises souhaiterait nouer des relations avec des artistes et artisans vivant en Guyane, auxquels il serait régulièrement passé commande de pièces « originales » proposées à la vente dans sa boutique du 54 rue Madame Payé, à Cayenne.

Mais que recouvrent ces notions d'originalité et d'authenticité, souvent rattachées à la « tradition », concept complexe et ambigu qui renvoie trop vite à des expressions immuables, répétitives ? Quelles sont les conséquences du passage d'un art « pour soi » à un art destiné à la vente, à un marché débordant les frontières de son groupe culturel ?

Le processus de reconnaissance de l'art *tembe* en Guyane pourra nous aider à mieux comprendre les enjeux, les écueils, et à tenter de formuler des réponses adaptées au contexte local, débordant le cadre strict de la législation (OMPI).

Modérateurs

Patrick LACAISSE, association *Chercheurs d'art*, Mana
Laddy VAN PUTTEN, Stichting Surinaams Museum, Paramaribo

Participants

Mathieu ABONNENC, plasticien, Paris

Magda S. ADJASIE, styliste, Paramaribo
Joseph ATENI, ancien Maire de Papaïchton
Mando DOEKOE, museum Saamaka kondë, Pikin Slee
Ken DOORSON, plasticien, Paramaribo
Abelli KAPITEIN NGWETE, sculpteur, Paramaribo
Ruben MAKOSI, plasticien, Saint-Laurent-du-Maroni
Andelie MIRANDA, *tembeman*, Grand Santi
Arthur OTHILY, association *Gadepam*, Cayenne
Steven RUBEN VAN DER BOK, artisan, Paramaribo
Elsol SOLY, sculpteur, Mana
Alexis TIOUKA, adjoint au maire d'Awala-Yalimapo

Atelier 2 / L'objet au musée : la conservation respectueuse. Case 10, 9h – 12h

Depuis une vingtaine d'années, les musées d'Amérique du Nord s'emploient à associer étroitement les représentants culturels dont sont issues leurs collections aux opérations d'inventaire, de conditionnement, de stockage et d'exposition de ces fonds. Comment initier de telles pratiques sur le Plateau des Guyanes ? Comment s'assurer d'une politique d'acquisition, de conservation et de valorisation à la fois respectueuse et mutualisée, satisfaisante pour tous ?

Modérateurs

Lucia HUSSAK VAN VELTHEM, SCUP / MCT, Brasilia
Félix TIOUKA, Adjoint au maire d'Awala-Yalimapo

Participants

Starian ALOEWANAI, représentant le capitaine de Christian Kondre, Galibi
George J. AWANKAROE, *Organisatie van Kali'na en Lokono in Beneden-Marowijne*, Albina
Mataliwa KULIJAMAN, auteur, Antecume Pata
Carlo LANDVELD, professeur de philosophie, Saint-Laurent-du-Maroni
Elford LIVERPOOL, Guyana National Museum
Erienne LOURENS, Surinaams Museum, Paramaribo
Suzana PRIMO DOS SANTOS, Museu Paraense Emilio Goeldi, Belém
Marion TRANNOY, Parc amazonien de Guyane, Cayenne
Diane VERNON, Centre hospitalier de l'ouest guyanais, Saint-Laurent-du-Maroni
Helio YOYO LABONTE, Museu Kuahí, Oiapoque

Atelier 3 / Conserver et transmettre le patrimoine immatériel. Case 9, 10h – 13h

Le projet d'inscription du rituel du *maraké* sur la liste de sauvegarde UNESCO du patrimoine culturel immatériel pourra servir de point de départ à une discussion sur la conservation et la transmission du patrimoine immatériel : quelles leçons tirer des expériences mises en œuvre dans nos trois pays ? A quelles conditions ce patrimoine reste-t-il vivant ? Comment en assurer la transmission sans le « congeler » ? La question de l'écriture des langues de tradition orale sera également abordée : pourquoi ? pour qui ? comment ?

Modérateurs

Apollinaire ANAKESA KULULUKA, CADEG – Université des Antilles-Guyane, Cayenne

Franck COMPPER, association *Krakementó*, Saint-Laurent-du-Maroni

Participants

Serge ABATUCCI, Compagnie KS&Co, Saint-Laurent-du-Maroni

Tasikalé ALUPKI, association *Kalipo*, Taluwen

Marty Robbins ANOEWARITJA, *Sambura Maestro*, Paramaribo

Arinaware APALAI WAIANA, Macapá

Claude BAUMANN, conteur, Mana

Jean-Michel BEAUDET, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Awala-Yalimapo

Abdul CHONG-A-THUNG, médiateur, Saint-Laurent-du-Maroni

Ewlyne GUILLAUME, Compagnie KS&Co, Saint-Laurent-du-Maroni

Randolf LIENGA, Académie *Tamundu*, Saint-Laurent-du-Maroni

Eugène MACINTOSCH, conteur, Saint-Laurent-du-Maroni

Aïmawalé OPOYA, artiste, Taluwen

Eveline PERIGNY, conteuse, Mana

Tresna PINAS, Tembe Art Studio, Moengo

Atelier 4 / Archéologie et histoire : accès aux sources, protection et mise en valeur des sites. Bibliothèque, 10h – 13h

Deux volets complémentaires seront abordés au sein de cet atelier. On s'interrogera sur les moyens à mettre en œuvre pour que la population guyanaise s'approprie plus aisément son histoire : histoire relativement récente s'agissant par exemple du bagne, ou plus ancienne comme celle du peuplement de la région. Le passé colonial de la Guyane rend délicates les recherches en archives, souvent conservées sur le territoire métropolitain ; de même, les résultats issus des fouilles archéologiques sont encore trop peu restitués au grand public. La question de la restitution est d'autant plus importante et prégnante qu'elle se doit de mettre en perspective l'interprétation scientifique des vestiges mis au jour et les lectures qu'en font les populations habitant sur les territoires fouillés. Comment concilier ces deux lectures du passé dans le cadre d'opérations de valorisation du patrimoine ?

Modérateurs

Nathalie CAZELLES, association *Aïmara*, Cayenne

Claude COUTET, Musée des cultures guyanaises, Cayenne

Participants

Feneli ABIENSO, association *Afriques – Maroni – Guyane*, Maripa-Soula

Joseph AMETE, conseiller municipal, Apatou

Stéphane APPOLINAIRE, Mana

Alingo DOEKOE, museum Saamaka kondë, Pikin Slee

Jean-Paul FERREIRA, maire d'Awala-Yalimapo

Bénédicte FJEKE, Saint-Laurent-du-Maroni

Daniel GIMENEZ, association *Meki wi libi na wan*, Saint-Jean-du-Maroni

Thereza PROST, Museu Paraense Emilio Goeldi, Belém

Andre Romeo PIERRE, *Organisatie van Kali'na en Lokono in Beneden-Marowijne*, Albina

Martijn VAN DEN BEL, INRAP, Cayenne

Brigitte WYNGAARDE, association *Habana Lokono*, Balaté

ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS EFFECTIFS A LA RENCONTRE

| | | |
|------------------|-------------------------|--|
| M. Serge | ABATUCCI | Compagnie KS&Co, Saint-Laurent du Maroni |
| M. Mathieu | ABONNENC | Paris |
| M. Franck | ADIPI | Service patrimoine, Saint-Laurent du Maroni |
| Mme Magda S. | ADJASIE | Paramaribo |
| M. Kupi | ALOIKE | Parc amazonien de Guyane, Antenne de Taluwen |
| M. Starian | ALOEWANAI | Christian Kondre |
| M. Tasikalé | ALUPKI | Taluwen |
| M. Apollinaire | ANAKESA KULULUKA | Université Antilles-Guyane |
| M. Marty Robbins | ANOEWARITJA | <i>Sambura Maestro</i> |
| M. Arinaware | APALAI WAIANA | Macapá |
| M. Franck | APPOLINAIRE | Mairie d'Awala-Yalimapo |
| Mlle Angélique | ARMAN | BTS Tourisme, Kourou |
| M. Wendell | ASSA | Service patrimoine, Saint-Laurent du Maroni |
| M. Samuel | ASSEMAT | Groupe d'action locale de l'ouest |
| M. Etienne | ASSITI | Mairie de Saint-Laurent du Maroni |
| M. Joseph | ATENI | Capitaine du Haut Maroni |
| Mme Samia | AUGUSTE | Awala-Yalimapo |
| M. George Jem | AWANKAROE | Organisatie van Kali'na en Lokono in Beneden-Marowijne, Albina |
| Mme Barbara | BARTEBIN | Office du Tourisme, Saint-Laurent du Maroni |
| M. Claude | BAUMANN | Mana |
| M. Jean-Michel | BEAUDET | Université Paris Ouest Nanterre La Défense |

| | | |
|----------------|---------------------|---|
| M. Jacques | BIALIK | interprète |
| M. Aurélien | BISSON | interprète |
| Mme Barbara D. | BISSON | interprète |
| Mme Emilie | BLETTERY | Compagnie KS&Co, Saint-Laurent du Maroni |
| Mme Marie | BOURDEAU | Service patrimoine, Saint-Laurent du Maroni |
| Mme Léa | CASTIEAU | Service patrimoine, Saint-Laurent du Maroni |
| Mme Nathalie | CAZELLES | Association Aïmara |
| M. Abdul | CHON-A-THUNG | Mairie de Saint-Laurent du Maroni |
| M. Michel | COLARDELLE | Direction des affaires culturelles de la Guyane |
| M. Franck | COMPPEP | Association <i>Krakementó</i> |
| Mme Claude | COUTET | Musée des cultures guyanaises |
| Mme Olga | DA SILVA | interprète |
| Mme Cleïde | DE SA BASTOS | interprète |
| M. Mando | DOEKOE | Museum Saamaka kondë |
| M. Alingo | DOEKOE | Museum Saamaka kondë |
| M. Ken | DOORSON | Paramaribo |
| Mme Akaiï | FEITH | Service patrimoine, Saint-Laurent du Maroni |
| Mme Bénédicte | FJEKE | Saint-Laurent du Maroni |
| Mme Colette | FOISSEY | Direction des affaires culturelles de la Guyane |
| Mme Astrid | FRASER | interprète |
| M. Daniel | GIMENEZ | Association <i>Meki wi libi na wan</i> |
| Mme Ewlyne | GUILLAUME | Compagnie KS&Co, Saint-Laurent du Maroni |
| Mlle Tania | HENRY | BTS Tourisme, Kourou |

| | | |
|--------------------|---------------------------|--|
| Mme Lucia | HUSSAK VAN VELTHEM | Museu Paraense Emilio Goeldi |
| M. Tony | ICHO | Awala-Yalimapo |
| Mme Lydie | JOANNY | Musée des cultures guyanaises |
| M. Remy | JUNGERMAN | Paramaribo et Amsterdam |
| Mme Katia | KUKAWKA | Musée des cultures guyanaises |
| M. Mataliwa | KULIJAMAN | Antecume Pata |
| M. Patrick | LACASSE | Association <i>Chercheurs d'art</i> |
| M. Carlo | LANDVELD | Saint-Laurent du Maroni |
| Mlle Sophie | LE FOLL | BTS Tourisme, Kourou |
| M. Randolph | LIENGA | Académie Tamundu |
| M. Elford | LIVERPOOL | Guyana National Museum |
| Mme Erienne | LOURENS | Stichting Surinaams Museum |
| M. Eugène | MACINTOSH | Saint-Laurent du Maroni |
| Mme Fabienne | MATHURIN-BROUARD | Musée des cultures guyanaises |
| M. Andelie | MIRANDA | Grand Santi |
| Mme Cindy | NENESSE | Awala-Yalimapo |
| M. Abelli Kapitein | NGWETE | Paramaribo |
| M. Aïmawalé | OPOYA | Taluwen |
| M. Arthur | OTHILY | Association <i>Gadepam</i> |
| Mme Martine | PALTON | Bibliothèque Icek Baron, Saint-Laurent du Maroni |
| Mme Eveline | PERIGNY | Mairie d'Awala-Yalimapo |
| Mme Georgestine | PINAS | Association Teke-Leli, Charvein |
| Mme Tresna | PINAS | Association Teke-Leli, Moengo |

| | | |
|-----------------|-------------------------|---|
| Mme Reine | PRAT | Direction des affaires culturelles de la Guyane |
| Mme Suzana | PRIMO DOS SANTOS | Museu Paraense Emilio Goeldi |
| Mme Thereza | PROST | Museu Paraense Emilio Goeldi |
| M. Denis | ROCHE | Direction des affaires culturelles de la Guyane |
| Mme Sandra | ROSANT | interprète |
| Mme Joyce | SABAJO | Service patrimoine, Saint-Laurent du Maroni |
| M. Pascal | SELE | interprète |
| M. Elsol | SOLY | Mana |
| Mme Rosiane | TIOUKA | Awala-Yalimapo |
| M. Félix | TIOUKA | Mairie d'Awala-Yalimapo |
| M. Alexis | TIOUKA | Mairie d'Awala-Yalimapo |
| Mme Marion | TRANNOY | Parc amazonien de Guyane |
| Mlle Glya | TRYCIA | BTS Tourisme, Kourou |
| M. Martijn | VAN DEN BEL | Institut national de recherches archéologiques |
| M. Steven Ruben | VAN DER BOK | Paramaribo |
| M. Laddy | VAN PUTTEN | Stichting Surinaams Museum, Paramaribo |
| Mme Diane | VERNON | Centre hospitalier de l'ouest guyanais, Saint-Laurent du Maroni |
| Mme Stéphanie | VOIRY | Musée des cultures guyanaises |
| Mme Brigitte | WYNGAARDE | Association <i>Habana Lokono, Balaté</i> |
| M. Helio | YOYO LABONTE | Museu Kuahí, Oiapoque |

ANNEXE 3 : COMPTE RENDU DE L'ATELIER N°2 / L'OBJET DE MUSEE, LA CONSERVATION RESPECTUEUSE. Félix Tiouka, Lucia Van Velthem, Mataliwa Kuliyanan, Marion Trannoy

L'idée d'une conservation respectueuse a suscité un vif débat dans l'atelier. Derrière ces termes, chacun peut ou pas trouver ce qu'il cherche. Diverses perspectives ont été abordées : celle de l'objet, de l'approche anthropologique, de la transmission, du partenariat et de la reconnaissance.

Dans le cadre de cette synthèse, nous faisons le choix d'insister sur des points autour desquels les membres se sont rassemblés et ceux qui nous ont fortement opposés, ces deux extrémités pouvant tracer des pistes de travail.

1/ Les institutions muséales représentées et les autres acteurs partagent la volonté de collaborer très activement avec l'extérieur dans les processus de conservation. Plusieurs points ont été évoqués concernant ces collaborations souhaitées ou activement menées :

- La documentation des collections (ex : Musée du Guyana, processus de validation)
- La mise en œuvre de musées communautaires qui portent leur intérêt sur la culture vivante (ex : projet au Suriname à Galibi)
- Dialogue transfrontalier pour le partage autour de fonds de collections similaires (ex : Musées d'Amazonie en réseau)
- La mise en œuvre de programmes de médiation humaine, d'ateliers, d'outils visant à valoriser, à transmettre, à susciter le débat mais permettant également l'appropriation muséale de techniques externes (Museu Indígena Kuahi à Oiapoque propose des ateliers de techniques de conservation locale pour inspiration)

2/ La démarche de conservation n'est pas uniquement du ressort des musées.

Elle concerne chacun de nous, collectivités, associations et des aires protégées. Pas une compétence exclusive. Le patrimoine culturel et sa gestion sont parfois individuels (détenteurs)

3/Linguistiquement parlant le concept de la conservation peut amener à des divergences.

Les membres ne s'accordent pas sur le terme:

Pour les uns, il est appréhendé comme le maintien dans un état figé (mettre des objets dans les réserves et vitrines pour les transmettre aux générations futures). Pour les autres, il doit avant tout permettre de transmettre des savoirs, des sens et des techniques. Cette dichotomie rend plus délicat le partage des objectifs de la conservation.

4/Distinction deux types d'objet dans les institutions patrimoniales : objet unique et objet ouvert

Le choix de l'objet présenté, conservé, se fait toujours dans le cadre d'un contexte économique, politique, et p/ au regard porté sur lui (idéologique). La patrimonialisation du rituel du maraké à l'Unesco est prise comme exemple pour insister sur le rôle social de l'objet, comme acteur de la revendication. La question du choix se conjugue toujours avec celles de la légitimité, crédibilité, représentativité de celui qui propose, initie, permet la conservation.

5/La conservation est-elle toujours une menace ?

Plusieurs enjeux isolés ou qui se combinent sont évoqués :

Reconnaissance (dimension politique) ; Disparition (dimension intégrité physique) ; désintérêt (dimension sociale, lien intergénérationnel) ; Authenticité & tradition (dimension de la propriété intellectuelle/artistique)

Ces enjeux conduisent au point suivant :

6/L'affrontement des logiques institutionnelles et locales est apparu comme un fait récurrent dans les démarches de conservation.

La liberté individuelle, les droits fondamentaux, les réglementations qui viennent questionner la conservation du patrimoine culturel pointent l'opposition entre les droits et les systèmes juridiques. La question de la réglementation autour de la chasse et des espèces protégées est citée en exemple.

7/La conservation est-elle un passage obligé dans un monde globalisé ?

Pour contrebalancer la mondialisation culturelle et la diffusion de sa culture dans une culture uniforme, les démarches de conservation et plus largement de patrimonialisation apparaissent comme l'un des outils de la reconnaissance de Soi par l'Autre.

Conclusion :

La conservation contemporaine à envisager par les acteurs culturels et institutions patrimoniales doit être critique, renouvelée et collaborative pour ne pas conduire à une négation de l'Autre, elle ne doit pas créer de l'écart, de la distance. L'arène politique que constituent les institutions patrimoniales doit être appropriée. Celles-ci doivent être un lieu de discussion et de changement, d'autant plus qu'il est ici question d'initiatives locales où l'expérimentation doit être le guide pour aller vers le renouvellement.

Propositions de pistes de travail pour le réseau:

1. Favoriser la mise en relation des acteurs transfrontaliers :
Diffusion des contacts pour initiatives de partage, poursuivre les invitations à SGO.
Faire vivre le réseau avec des événements + récurrents, accompagner les projets portés par les acteurs (financement, soutien administratif), la difficulté étant que les cadres administratifs sont différents dans chaque pays.
2. Appuyer le partage d'expériences positives liées à de démarches d'expérimentations.
Nécessité de développer un outil numérique accessible à tous (Au-delà du catalogue de collection prévu) type centre de ressources. Plate forme web ?
3. Favoriser l'accès aux fonds patrimoniaux conservés.
Intégrer les représentants culturels au cœur du projet muséal et autre projet de conservation pour des travaux sur la documentation, l'organisation de la gestion, le choix des objets pour l'exposition.
4. Aller jusqu'au bout de la démarche de conservation en proposant des actions de médiation de proximité.
Itinérance, programmations culturelles, dialogues croisés en exposition, intervention dans les classes, lieux d'accueil pour les classes patrimoniales..

ANNEXE 4 : COMPTE RENDU DE L'ATELIER N°4 / ARCHEOLOGIE, HISTOIRE, VALORISATION DES SITES. Nathalie Cazelles, Claude Coutet.

1^{ère} problématique : Quels moyens a-t-on pour mettre en valeur le patrimoine archéologique ?

- **Les limites :**
 - Une équipe réduite d'archéologues pour la Guyane
 - Des bénévoles non formés, mal informés
 - Les associations ne savent pas forcément où prendre les informations pour la mise en valeur de site ; à qui s'adresser, où, comment ?
 - Le manque de volonté politique dans la conservation et la mise en valeur du patrimoine
 - Des scientifiques qui ne remettent pas leurs travaux de recherche aux populations concernées par les études archéologiques
 - Des rapports scientifiques qui ne sont pas à la portée des populations concernées par les études archéologiques : pas de vulgarisation

- **Les actions qui existent déjà :**
 - Depuis 1992 les fouilles et les découvertes de site se multiplient
 - Les archives commencent à être scannées et mises en ligne
 - Des échanges transfrontaliers entre la Guyane et le Brésil se multiplient
 - Des publications pour le grand public commencent à sortir
 - Des conférences sont organisées
 - Des interventions pour les scolaires sont de plus en plus nombreuses
 - Des manuels scolaires en cours d'élaboration

- **Que pourrait-on faire ?**
 - Diffuser la carte archéologique à toutes les communes
 - Renforcer la carte archéologique par des campagnes de télédétection
 - Multiplier les enquêtes orales pour préserver les sites et les sources (cartographie des sites culturels récents)
 - Associer les enseignants
 - Associer les associations
 - Créer un réseau de recherche avec des rendez-vous de travail biannuel – monter un comité de pilotage ; organiser des séminaires ; publier des catalogues ; multiplier les publications ; former les enseignants
 - Créer un blog avec forum de discussion

- **Pour la prochaine rencontre :**
 - Diffuser la synthèse des ateliers de cette rencontre
 - Diffuser le catalogue des chercheurs et des associations (annuaire)

2^{ème} problématique : Peut-on concilier les lectures scientifiques et populaires des sites ?

Oui, mais en prenant en compte les impératifs suivants :

- Travailler en synergie avec les populations locales, les chefs coutumiers pour sauvegarder les mémoires
- Faire de la recherche PARTICIPATIVE
- Il faut respecter les croyances, prendre le temps de créer de la confiance entre les chercheurs et les populations concernées – utiliser l’intermédiaire des associations
- Vulgariser systématiquement les travaux : il faut que chercheurs et populations coopèrent – par des expositions, des livrets adaptés...
- Monter des chantiers d’insertion : ex. l’inventaire participatif – former les jeunes aux métiers du patrimoine
- Mettre en valeur le fait que l’on appartienne à une histoire amazonienne

ANNEXE 5 : SYNTHÈSE DE L'INTERVENTION DE MICHEL COLARDELLE, DIRECTEUR RÉGIONAL DES AFFAIRES CULTURELLES

Michel Colardelle relève en premier lieu le sentiment partagé d'une perte accélérée des traditions culturelles et des traces du passé, et la nécessité de trouver les manières de sauver ces traces et d'accompagner la transmission de ces traditions culturelles. Traditions qui, note-t-il, vont de pair avec l'absence remarquable d'opposition (ou tout au moins de séparation) entre patrimoine matériel et immatériel – séparation qui ailleurs pose véritablement question.

Partant de ce constat, Michel Colardelle souhaite s'attacher aux leçons tirées des écomusées et musées communautaires : si cette famille de musées est aujourd'hui quasiment morte en Europe, elle peut ici trouver encore tout son sens, dans la mesure où elle interroge non pas l'objet mais le territoire, la culture vivante.

Il revient également sur le rôle assigné au musée dans la transmission, un rôle qui ne peut être cantonné à la préemption d'objets de la vie courante, mais doit s'inscrire dans la valorisation des cultures, la mise en exergue de leurs qualités et la « réparation » (Françoise Vergès). Le musée, dit-il, est par ailleurs aussi un lieu de remise en question, d'interrogations et de débat.

Mais se pose alors une question fondamentale : comment transmettre des traditions alors que les jeunes ne sont que médiocrement intéressés par elles ? Est-il possible de transmettre des rituels, des gestes, des formes, alors que les modalités sociales qui soutiennent ces traditions sont abandonnées, ou du moins marginalisées ? De réels clivages peuvent naître de tels constats, entre une partie de la communauté qui reste mobilisée par ces traditions, et sa jeunesse qui ne l'est plus du tout.

Première conclusion provisoire : tous les outils dont nous pouvons disposer doivent être mobilisés : transcription des langues orales, musées, inventaires, cartographies,... Mais leur utilisation doit être guidée par une morale, une éthique, et l'accumulation des savoirs laisser possibles tous les modes de transmission (au premier plan desquels la transmission orale, intrafamiliale, intra-communautaire).

Michel Colardelle revient ensuite sur la question des droits, du droit, et reprend les propos tenus précédemment par Félix Tiouka : comment assurer « la légitimité, la crédibilité et la représentativité » des institutions patrimoniales ? Comment s'assurer du consentement des populations pour « faire collection » et exposer ? Le dispositif est complexe et s'il y a des domaines qui relèvent de toute évidence du droit commun, d'autres font encore l'objet de vifs débats. Il rappelle notamment toute la difficulté de la notion de droit collectif : le système français n'admet pas la notion d'une propriété qui ne soit pas individualisée. Il faut donc aujourd'hui faire avancer le droit par une conception nouvelle, des adaptations juridiques. En veillant toutefois à ce que ces évolutions législatives ne conduisent pas à l'enfermement, à la protection contre toute influence : le patrimoine doit être entendu comme élément constructeur d'une identité ouverte, évolutive, visant au respect mutuel.

En conclusion, Michel Colardelle insiste sur la nécessité d'envisager rapidement les suites d'une telle rencontre, qui ne peut conduire directement à des résultats concrets, à des « cahiers de recettes ». Cette manifestation doit amorcer un cycle d'échanges et de rencontres, pour répondre au besoin bien ressenti par tous de se connaître, de partager et de fédérer les énergies.

ANNEXE 6 : BILAN MEDIA

Télévision et radio

Guyane Première (télévision)

JT du 17/09/2011 et JT du 18/09/2011

Guyane Première (radio).

Emission de Phil Labonté du 17/11/2011 : direct avec Fabienne Mathurin-Brouard, Ken Doorson et Katia Kukawka.

97320.com

http://www.97320.com/Video-Journees-du-patrimoine-2011-Rencontre-Transfrontalieres-a-Saint-Laurent-du-Maroni_a4436.html

Presse régionale

France Guyane

11/09/2011 : programme des JEP

19/11/2011 : « L'ouest se dévoile ». Bilan en images des JEP à Saint-Laurent.

Sites internet des partenaires

Mairie de Saint-Laurent-du-Maroni

http://www.saintlaurentdumaroni.fr/Rencontre-transfrontaliere-Patrimoines-partages-Bresil-Guyane-Suriname_a1731.html

Manioc

http://blog.manioc.org/2011_09_01_archive.html

Museu Paraense Emilio Goeldi

“Museu Goeldi é representado em evento internacional na Guina Francesa”:

http://www.museu-goeldi.br/sobre/NOTICIAS/2011/setembro/19_09_2011a.html

Sites internet relais

Blada

www.blada.com/data/File/pdfav8/atelierslm1709.pdf

Guyaweb

<http://www.guyaweb.com/rencontre-transfrontaliere-patrimoines-partages-bresil-guyane-suriname/>

Dom-Tom News

<http://www.domtomnews.com/v1/archives/21194>